



Délégation Provence et Corse

MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'ŒUVRE
MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE PORTANT SUR LA
REHABILITATION DU BATIMENT C (AILE OUEST)
SITUE SUR LE CAMPUS JOSEPH AIGUIER

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
C.C.A.P N° CNRS/2025/040 du 31/10/2025

SOMMAIRE

1.	OBJET DU MARCHÉ.....	4
2.	PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	4
3.	DELAI D'EXECUTION DU MARCHÉ	4
4.	NANTISSEMENT - CESSIONS DE CREANCES	5
5.	ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE	5
6.	LA MAITRISE D'ŒUVRE	6
7.	MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE	6
8.	PRESTATIONS SIMILAIRES	7
9.	AUTRES INTERVENANTS DANS L'OPÉRATION	7
9.1.	COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE :	7
9.2.	CONTROLE TECHNIQUE.....	8
9.3.	ORDONNANCEMENT PILOTAGE ET COORDINATION (OPC) :	8
9.4.	VERIFICATION DE CONFORMITE VI / VIMS ELECTRICITE CFO :	8
10.	MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	8
10.1	PRESENTATION ET APPROBATION DES PRESTATIONS DE MAITRISE D'ŒUVRE – PHASE ETUDES.....	8
10.1.1	<i>Délais de présentation des études par le maître d'œuvre.....</i>	<i>8</i>
10.1.2	<i>Admission des documents d'études par le maître d'ouvrage</i>	<i>9</i>
10.2	PRESENTATION ET APPROBATION DES PRESTATIONS DE MAITRISE D'ŒUVRE – PHASE TRAVAUX	10
10.2.1.	<i>Vérification par le maître d'œuvre des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs.....</i>	<i>10</i>
10.2.2	<i>Vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte final des entrepreneurs et établissement du projet de décompte général.</i>	<i>10</i>
10.2.3.	<i>Visa par le maître d'œuvre des études faites par les entrepreneurs</i>	<i>11</i>
10.2.4	<i>Suivi de l'exécution des travaux – ordre de service</i>	<i>11</i>
10.2.5.	<i>Instruction de réserves aux ordres de service, de tout désaccord persistant et de mémoire de réclamation – Pénalité : ...</i>	<i>11</i>
10.2.6.	<i>Dossier d'ouvrages exécutés :</i>	<i>12</i>
10.3	PRESENTATION DES DOCUMENTS ETABLIS DANS LE CADRE DE LA MISSION AOR	12
11.	MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX DU MARCHÉ.....	12
12.	MODALITÉS DE FIXATION DU FORFAIT DE RÉMUNÉRATION DÉFINITIVE.....	12
13.	MODALITÉS D'ADAPTATION DU FORFAIT DE RÉMUNÉRATION	13
13.1	ALEAS NON PREVISIBLES.	13
13.2	MODIFICATION DE PROGRAMME OU DE PRESTATIONS DECIDEES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE.....	13
14.	VARIATION DES PRIX	13
15.	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE.....	14
16.	ENGAGEMENT DU MAÎTRE D'ŒUVRE SUR LE COUT DE L'OPERATION – MESURES CONSERVATOIRES	14
16.1	ENGAGEMENTS DU MAITRE D'ŒUVRE AVANT LA NOTIFICATION DES MARCHES DE TRAVAUX	14
16.2	ENGAGEMENTS DU MAITRE D'ŒUVRE APRES LA NOTIFICATION DES MARCHES DE TRAVAUX	15
16.3	ENGAGEMENT DU MAITRE D'ŒUVRE PAR LA COMPARAISON DES COUTS DE TRAVAUX APRES ACHEVEMENT DES OUVRAGES : COMPARAISON ENTRE REALITE ET TOLERANCE	16
16.4	MESURES CONSERVATOIRES.....	16
17.	ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	16
18.	PENALITES DE RETARD	16

18.1. PENALITES EN CAS DE RETARD DANS LA PRESENTATION DES DOCUMENTS D'ETUDES	16
18.2. PENALITES EN CAS DE RETARD DANS LA GESTION FINANCIERE DES MARCHES DE TRAVAUX	17
18.3. PENALITES EN CAS DE RETARD DANS L'INSTRUCTION DES MEMOIRES EN RECLAMATION	17
18.4 PENALITES EN CAS DE NON-RESPECT DES DISPOSITIONS DU CODE DU TRAVAIL SUR LE TRAVAIL DISSIMULE	17
19. RÈGLEMENT DES COMPTES DU MAÎTRE D'OEUVRE	17
19.1. LES AVANCES.....	17
19.2. LES ACOMPTES.....	18
19.2.1 Facturation électronique.....	19
19.3. LE SOLDE	19
19.3.1. Projet de décompte général - Etat du solde.....	19
19.3.2. Décompte général définitif	20
19.3.3. Acceptation du décompte général par le maître d'œuvre	20
19.3.4. Décompte général et définitif	20
19.3.5. Contestation sur le montant des sommes dues.....	20
19.4. DELAI DE PAIEMENT	20
20. ASSURANCES	21
21. RÉSILIATION	21
21.1. RESILIATION SUR DECISION DU MAITRE D'OUVRAGE.....	21
21.2. RESILIATION POUR EVENEMENTS LIES AU MARCHÉ	21
22. TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE.....	21
23. DÉROGATIONS AU CCAG A REVOIR EN VERSION FINALE.....	22

1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché, régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) n°CNRS/2025/040 du 31/10/2025, est un marché public de maîtrise d'œuvre pour la « Réhabilitation du bâtiment C (aile ouest) situé sur le campus Joseph Aiguier ».

2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes dans la version résultant des dernières modifications éventuelles,
- Le cahier des clauses administratives particulières CCAP n° CNRS/2025/040 du 31/10/2025,
- Le programme technique détaillé de l'opération,
- Le cahier des clauses techniques particulières CCTP dans la version résultant des dernières modifications éventuelles,
- L'offre technique du titulaire,
- Le programme technique détaillé de l'opération,
- Les pièces graphiques et écrites de la consultation,
- L'offre financière du titulaire,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications éventuelles, postérieurs à la notification,

Les pièces générales de référence pour le marché, en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois mo études) :

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre, sous réserve des dérogations expressément prévues à l'article 23 du présent CCAP,
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux.

Il est noté que les marchés de travaux feront référence au CCAG Travaux en vigueur.

3. DELAI D'EXECUTION DU MARCHÉ

Le délai d'exécution du marché part de la date de sa notification et se termine à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement, telle que définie dans le CCAG applicable aux marchés de travaux et précisé dans le ou les marchés de travaux, ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

A titre indicatif, le délai global prévisionnel d'exécution des travaux, y compris la période de préparation, est de 9 mois.

Prolongation du délai d'exécution

Par dérogation à l'article 15.3 du CCAG-MOE, lorsque le maître d'œuvre est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du maître d'ouvrage, du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, ou lorsqu'une toute autre cause n'engageant pas la responsabilité du maître d'œuvre fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, le maître d'ouvrage peut prolonger le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier des dispositions du premier alinéa, le maître d'œuvre doit signaler au maître d'ouvrage l'événement de force majeure ou les causes, qui, selon lui, échappant à sa responsabilité, font obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de 20 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée, dès que le retard peut être déterminé avec précision.

Le maître d'ouvrage notifie par écrit au maître d'œuvre sa décision dans le délai de 20 jours à compter de la réception de la demande. Passé ce délai, le maître d'ouvrage est réputé, par son silence, avoir accepté la demande qui lui a été adressée.

Date d'achèvement

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin de la période de garantie de parfait achèvement – éventuellement prolongée - définie au C.C.A.G. applicable aux marchés de travaux et précisée dans les marchés de travaux.

Compte tenu des caractéristiques du projet, il est possible d'une part que la durée contractuelle de la garantie de parfait achèvement soit supérieure à la durée fixée par le CCAG Travaux, d'autre part qu'il soit nécessaire de fixer des garanties particulières dans certains corps d'état. La mise en œuvre de l'une ou des deux mesures impliquera la présence prolongée du maître d'œuvre en assistance ou contrôle de l'exécution des prestations demandées aux entreprises de travaux.

Dans ce cas il est possible que la mission du maître d'œuvre s'achève à la fin d'une période à fixer par les parties en cours d'exécution.

Conditions pour prononcer la décision de réception du marché de maîtrise d'œuvre :

L'achèvement du marché de maîtrise d'œuvre et le versement du solde du marché ne pourront être décidés qu'après la présentation des documents suivants par le titulaire :

- Tous procès-verbaux de levée définitive de réserves pour l'ensemble des marchés de travaux,
- Toute analyse des réclamations,
- L'ensemble des documents de gestion financière nécessaire pour solder les marchés de travaux,
- Une présentation synthétique d'un bilan d'opération par événement notable du chantier, tout particulièrement par corps d'état les travaux supplémentaires et les retards. Il sera précisé l'origine, les incidences et les actions menées pour aboutir à l'achèvement de l'ouvrage.

Décision et solde du marché

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision de réception du marché de maîtrise d'œuvre.

Celle-ci est établie par le CNRS soit après la demande du maître d'œuvre, soit d'office en l'absence d'une demande expresse du maître d'œuvre dans un délai maximal de 6 mois suivant le constat de l'achèvement.

Après notification de la décision par le CNRS le maître d'œuvre présente une demande de solde et l'établissement du décompte général par cotraitant.

4. NANTISSEMENT - CESSIONS DE CREANCES

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-MOe, à la notification du marché, il sera remis une copie de l'acte d'engagement. L'exemplaire "unique" destiné à être remis à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créances sera fourni uniquement sur demande expresse du titulaire.

5. ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE

– Maître d'ouvrage :

Centre National de la Recherche Scientifique (C.N.R.S.)

Délégation Provence et Corse - 31 chemin Joseph Aiguier – CS 70071 – 13402 Marseille cedex 9

– Personne compétente pour représenter le maître d'ouvrage est :

Le Délégué régional de la circonscription Provence et Corse, Monsieur Jérôme Vitre, en vertu de la décision n°DEC259377DAJ du 23 janvier 2025

– **Conduite d'opération est assurée par :**

La conduite d'opération est assurée par les services du maître de l'ouvrage. Le Délégué régional est assisté de la Direction de la Stratégie Financière, de l'Immobilier et de la Modernisation (DSFIM), Service de la Politique Immobilière (SPI) du CNRS.

6. LA MAITRISE D'ŒUVRE

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCAP sous le nom "le maître d'œuvre" sont précisées à l'acte d'engagement.

Le groupement peut être conjoint ou solidaire.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire. Le mandataire est solidaire pour chacun des prestataires engagés pour la totalité du marché, et devra pallier à une éventuelle défaillance de ceux-ci. Le mandataire représente l'ensemble des membres vis-à-vis du maître d'ouvrage, et coordonne les prestations des membres du groupement.

Le maître d'œuvre peut, à tout moment, sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché, sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément des conditions de paiement de ceux-ci par le maître d'ouvrage.

Conformément à l'article D.8222-5 du Code du Travail, le maître d'œuvre devra fournir tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- ✓ Une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de 6 mois (art. D.8222-5-1°-a)
- ✓ Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement si le maître d'œuvre emploie des salariés (art. D.8222-5-3°)
- ✓ Une attestation sur l'honneur de dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (art. D.8222-5-1°-b), ou compte tenu du caractère annuel des déclarations fiscales, présenter la nouvelle attestation fiscale de la situation au 31 décembre de l'année écoulée.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le maître d'œuvre et après mise en demeure par écrit, restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du maître d'œuvre sans que celui-ci puisse prétendre quelconque indemnité.

7. MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

La mission de base confiée par le présent marché au titulaire est définie par l'annexe II de l'Arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

Le contenu de chaque élément de mission est défini dans le CCTP aux articles 2 à 10.

Le présent marché est constitué des éléments de mission suivants :

- Etudes d'Esquisses : ESQ
- Etudes d'Avant-Projet sommaire : APS
- Etudes d'Avant-Projet Définitif : APD
- Etudes de projet : PRO
- Assistance pour la passation des marchés de Travaux : ACT
- Etudes d'exécution et synthèse : EXE
- Visa des études d'exécution et de synthèse : VISA

- Direction de l'Exécution des marchés de Travaux : DET
- Assistance pour les Opérations de Réception : AOR
- Mission Système de Sécurité Incendie : SSI

8. PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, en application de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

9. AUTRES INTERVENANTS DANS L'OPÉRATION

9.1. Coordination Sécurité et Protection de la Santé :

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sera attribuée ultérieurement. Le nom et références du coordonnateur SPS seront alors communiqués au maître d'œuvre par le maître d'ouvrage.

Principes généraux :

Le maître d'œuvre met en œuvre les principes généraux de prévention définis au 1), 2), 3), 5), 6) et 8) de l'article L4121-2. du code du travail.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au maître d'œuvre en application du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur SPS ».

Autorité du coordonnateur SPS :

Le coordonnateur SPS est tenu d'informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai et par tous les moyens de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.

Les moyens à donner et les obligations du maître d'œuvre envers le coordonnateur SPS :

- Le maître d'œuvre consulte le coordonnateur SPS lors de l'analyse des offres des entreprises de travaux et présente son avis en annexe du rapport d'analyse des offres.
- Le maître d'œuvre communique une copie des documents relatifs aux études d'avant-projet, projet et études d'exécution, à la sécurité et protection de la santé des travailleurs, le calendrier détaillé d'exécution.
- Le maître d'œuvre est tenu de permettre l'accès au bureau de chantier et au matériel mis à sa disposition au coordonnateur SPS pour ses différentes réunions.
- Le maître d'œuvre informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission. Il donne suite aux avis, observations, mesures préconisées par le coordonnateur SPS sur la sécurité, la protection de la santé des travailleurs.
- Le maître d'œuvre arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.
- Le maître d'œuvre ne pourra notifier la date de démarrage général des travaux qu'après avoir été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration du/des plan(s) particulier(s) de sécurité et de protection de la santé dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.
- En cours de chantier, le maître d'œuvre vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

9.2 Contrôle technique

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique agréé. Les coordonnées du contrôleur technique seront transmises ultérieurement au titulaire.

Le maître d'œuvre doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du contrôleur technique, que le maître d'ouvrage lui aura notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.

Il s'engage à fournir tous les documents nécessaires à l'accomplissement de la mission du contrôleur technique et à participer à toutes les réunions nécessaires au bon déroulement de sa mission.

Le bureau de contrôle aura à sa charge les missions suivantes :

Mission L relative à la solidité des ouvrages et des équipements indissociables ;

Mission LE relative à la solidité des ouvrages existants ;

Mission STI relative à la sécurité des personnes dans les bâtiments industriels et tertiaires ;

Mission HAND relative à l'accessibilité des personnes handicapées ;

Ces missions et éléments de missions sont définis dans le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de contrôle technique de la construction et ses annexes approuvés par décret n°99-443 du 28 mai 1999.

9.3 Ordonnancement Pilotage et Coordination (OPC) :

L'OPC sera désigné ultérieurement.

9.4 Vérification de conformité VI / VIMS électricité CFO :

La prestation sera attribuée ultérieurement.

10. MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

10.1 Présentation et approbation des prestations de maîtrise d'œuvre – phase études

10.1.1 Délais de présentation des études par le maître d'œuvre.

Les délais d'établissement et de remise des documents d'études sont fixés dans l'acte d'engagement.

Le non-respect de ces délais entraîne l'application de pénalités de retard.

Les délais de remise de certains documents ou de réalisation de certaines actions qui ne peuvent être déterminés au moment de la conclusion du marché seront fixés par décision du maître d'ouvrage en cours d'exécution.

Le maître d'œuvre remet dans les délais l'ensemble des pièces nécessaires pour la validation des études correspondantes à chaque élément de mission.

La remise de version intermédiaire ou provisoire est envisageable mais elle sert de base de travail. Des échanges entre les parties donnent lieu à recadrage et complément d'études dans les délais impartis.

Le CNRS peut fixer expressément des délais intermédiaires pour chaque élément de mission. Le maître d'œuvre devra s'y conformer.

La version définitive des documents d'études est remise par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage pour vérification et notification d'une décision expresse d'admission par le CNRS.

Le point de départ des délais est le suivant :

- Premier élément : date de l'accusé réception de la notification du marché ;
- Pour les éléments ou partie d'élément (APS, APD, PRO...) : date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre du prononcé de la réception du document d'études le précédent dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération ;
- Rapport d'analyse des plis : Date de remise des plis au maître d'œuvre
- Dossier des ouvrages exécutés (DOE) : Date de la réception des travaux

Tableau fixant le nombre d'exemplaires des documents à fournir au maître d'ouvrage :

Documents à remettre : plans et pièces écrites	Nombre d'exemplaires Informatique (clef USB)
Esquisse	1
Etudes d'avant-projet	1
Dossier d'autorisation administrative	Autant que de besoin
Etudes de projet	1
Eléments du DCE	1
Rapport d'analyse des offres	1
Dossier des ouvrages exécutés	2

Les fichiers transmis doivent être compatibles PC et les logiciels Word pour les pièces écrites, et les logiciels de type Autocad ou similaire et Revit ou similaire pour les pièces graphiques.

Le maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents mentionnés au présent article dans le cadre de l'opération envisagée.

10.1.2 Admission des documents d'études par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage accuse réception de la remise des documents par tout moyen.

La décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet prévus à l'article 21 du CCAG-MOe est écrite.

La décision du maître d'ouvrage d'approuver, avec ou sans réserve, ou d'ajourner ou de rejeter les documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais suivants :

PHASE	Délais d'examen du maître d'ouvrage
ESQ	2 semaines
APS	2 semaines
APD	2 semaines
PRO	2 semaines
Dossier de consultation des entreprises	2 semaines
Rapport d'analyse des offres	2 semaines

Tout délai court à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage de la version complète et définitive des documents constituant les études ou rapports attendus.

Le CNRS prononce l'admission des prestations si celles-ci répondent aux stipulations du marché.

L'admission prend effet à la date de notification de la décision du CNRS au titulaire (mandataire). L'admission porte soit sur un élément de mission complet, soit sur une partie d'élément de mission nécessitant contractuellement une décision d'approbation du CNRS.

Cas d'ajournement

Par dérogation à l'article 21.2 du CCAG-MOe, le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que les prestations remises dans les délais contractuels, ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée assortie d'un délai pour parfaire les prestations.

Le titulaire doit faire connaître ses observations dans un délai de dix jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le choix de prononcer la réception des prestations avec réfaction ou de les rejeter.

Cas de réfaction

Par dérogation à l'article 21.3 du CCAG-MOe, lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce la réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

Cas de rejet

Comme le prévoit l'article 21.4 du CCAG-MOe, lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total après avoir permis au Titulaire de présenter ses observations.

10.2 Présentation et approbation des prestations de maîtrise d'œuvre – phase travaux

10.2.1. Vérification par le maître d'œuvre des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs.

Conformément à l'article 12 du CCAG applicables aux marchés publics de travaux, le maître d'œuvre doit procéder, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par tout moyen permettant de donner date certaine.

Le projet de décompte mensuel est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui l'envoie ensuite au maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG-Travaux le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur.

Il transmet l'état d'acompte correspondant au maître d'ouvrage en vue du paiement.

Conformément à l'article 12.2.2 du CCAG-Travaux, le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs, à la notification de l'état d'acompte mensuel à l'entreprise et sa transmission au maître d'ouvrage est fixé à 7 jours à compter de la date de réception du document.

10.2.2 Vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte final des entrepreneurs et établissement du projet de décompte général.

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3.1 du CCAG-Travaux

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4.1 du CCAG Travaux, le projet de décompte général.

10.2.3. Visa par le maître d'œuvre des études faites par les entrepreneurs

Lorsque les études d'exécution des ouvrages sont établies par les entrepreneurs, elles sont soumises au visa du maître d'œuvre.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, le maître d'œuvre doit adresser son visa assorti de ses observations éventuelles ou demander à l'entrepreneur de lui fournir des documents complémentaires, dans un délai de 15 jours suivant la réception des études d'exécution réalisées par l'entrepreneur.

Le visa du maître d'œuvre ne dispense pas de l'obtention de l'avis du contrôleur technique.

10.2.4 Suivi de l'exécution des travaux – ordre de service

- Ordre de service du maître d'ouvrage au maître d'œuvre

Est considéré comme ordre de service au sens du CCAG-MOe toute décision du représentant du pouvoir adjudicateur, à savoir la déléguée régionale, qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Par dérogation aux dispositions du 2ème alinéa de l'article 3.8.3 du CCAG-MOe, le maître d'œuvre peut refuser d'exécuter l'ordre de service de démarrage des prestations, si cet ordre de service lui est notifié plus de six mois après la notification du marché. Le maître d'œuvre dispose alors d'un délai de 10 jours, courant à compter de la date d'envoi de sa décision de refus au maître d'ouvrage, pour éventuellement proposer une nouvelle date de démarrage des prestations. S'il ne propose pas de nouvelle date de démarrage des prestations ou si la date qu'il propose n'est pas acceptée par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre peut demander la résiliation du marché, dans les conditions mentionnées à l'article 29.2 du CCAG-MOe. Cette résiliation ne peut lui être refusée.

- Ordres de service délivrés par le maître d'œuvre aux entreprises de travaux

Par sa mission de « direction de l'exécution des travaux » (DET), le maître d'œuvre est l'interlocuteur principal des entrepreneurs et l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages.

Il est tenu de faire respecter par toute entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification de son propre fait.

Pour mener à bien cette mission, le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service (y compris celui de démarrage des travaux) à destination de tout entrepreneur.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés, adressés à l'entrepreneur dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG Travaux. Le maître d'œuvre est tenu par les délais prévus au CCAG Travaux pour certains ordres de service.

La fixation et la prolongation des délais sont prises par ordre de service du maître d'œuvre (art 18 du CCAG Travaux). Cependant, pour les cas de prolongation ou de report de délais d'exécution prévus à l'article 18.2.2 du CCAG travaux, le maître d'œuvre propose une solution après avis des entreprises concernées sur l'importance de la prolongation ou du report. Le CNRS (pouvoir adjudicateur) établit ensuite une décision unilatérale qu'il transmet au maître d'œuvre. Ce dernier la notifie alors par ordre de service aux entreprises concernées.

Le maître d'œuvre adressera au CNRS une copie de tout ordre de service notifiant une décision du CNRS et de tout acte majeur dans le suivi d'exécution et la gestion financière des marchés de travaux.

Un ordre de service ne peut être contresigné par le CNRS.

10.2.5. Instruction de réserves aux ordres de service, de tout désaccord persistant et de mémoire de réclamation – Pénalité :

Pour tout type de désaccord persistant et préjudiciable au bon déroulement de l'exécution des travaux, le titulaire est tenu d'instruire chaque désaccord, de présenter une réponse à l'entreprise dans un délai de 15 jours suivant la demande et de faire état de ce point au maître d'ouvrage dans le cadre des réunions bimensuelles ou autres.

Le CNRS est en mesure de prendre des décisions pour demander au maître d'œuvre d'agir vers la résolution du désaccord.

En cas de mémoire en réclamation le délai d'instruction est de 15 jours à compter de la date de réception du mémoire de réclamation du titulaire par le maître d'œuvre ou de sa transmission par le CNRS.

En cas de non satisfaction du CNRS de l'analyse du mémoire du fait de l'absence de précisions suffisantes pour lui permettre de prendre position, le maître d'œuvre devra compléter son analyse dans les 2 semaines suivants la demande du CNRS. Au-delà de ce délai il sera appliqué des pénalités de retard.

10.2.6. Dossier d'ouvrages exécutés :

En application des dispositions réglementaires le titulaire est tenu de remettre le DOE à l'issue de la décision de réception des ouvrages dans les 4 semaines suivantes.

10.3 Présentation des documents établis dans le cadre de la mission AOR

Dans un délai maximal de 2 semaines suivant l'établissement de l'acte le titulaire transmet au CNRS :

- Le bilan des opérations préalables à la réception et la liste des réserves
- La proposition de décision de réception et ses conditions
- Les délais de levée de réserves pour toute garantie contractuelle (garantie de parfait achèvement, garanties particulières)
- Après visite, bilan de la visite et propositions d'actions.

En cas de nécessité d'une action du CNRS pour des mesures coercitives comme une mise en demeure, ou pour une action plus longue, le titulaire saisi le CNRS dans un délai de 48 h suivant la visite sur site avec des éléments d'aide à la décision.

En cas de non-respect par le maître d'œuvre de sa mission AOR, le CNRS se réserve la faculté de mettre en demeure le titulaire pour qu'il prenne les mesures nécessaires. Si la mise en demeure reste infructueuse, il sera procédé à une réfaction de 5% minimum sur le montant des acomptes portant sur la mission AOR.

11. MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX DU MARCHÉ

Le présent marché de maîtrise d'œuvre est un marché à prix forfaitaire.

Le montant du marché, fixé dans l'acte d'engagement, est provisoire, conformément aux dispositions de l'article R.2112-18 du code de la commande publique et de l'article R.2432-6 du code de la commande publique relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

Le prix est **révisable**.

Le montant du marché devient définitif selon les modalités présentées ci-après.

12. MODALITÉS DE FIXATION DU FORFAIT DE RÉMUNÉRATION DÉFINITIVE

Le forfait provisoire de rémunération (Fp) est le produit du taux de rémunération « t » fixé à l'acte d'engagement par la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux « Co » fixée à l'acte d'engagement.

Forfait provisoire de la rémunération totale correspondant à : $Fp = Co \times t$

Le forfait définitif de la mission de base est arrêté en phase Avant-Projet Définitif (APD).
Celui-ci est défini dans les conditions du présent CCAP et de l'article 5.3 de l'acte d'engagement.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois mo des études figurant à l'acte d'engagement.

13. MODALITÉS D'ADAPTATION DU FORFAIT DE RÉMUNÉRATION

Le forfait de rémunération ne pourra être modifié que dans les cas ci-après :

13.1 Aléas non prévisibles.

Dans ce cas, l'incidence sur le forfait de rémunération est négociée avec le maître d'œuvre et prise en compte par avenant au marché de maîtrise d'œuvre.

13.2 Modification de programme ou de prestations décidées par le maître d'ouvrage.

La modification de programme ou la demande de prestations complémentaires par le maître d'ouvrage est susceptible d'entraîner la modification du forfait dans deux hypothèses.

1. Modification du programme ou des prestations avant la remise des études d'Avant-Projet Définitif - APD

Dans cette hypothèse, le maître d'ouvrage indiquera, le cas échéant, la modification de l'enveloppe affectée au financement des travaux sur la base de laquelle il sera procédé au calcul d'un nouveau forfait provisoire de rémunération.

La modification du programme ou des prestations, l'adaptation éventuelle de l'enveloppe affectée aux travaux, le calcul, le cas échéant, du nouveau forfait provisoire de rémunération du maître d'œuvre ainsi que les possibles incidences sur les délais contractuels de remise des éléments d'études feront l'objet d'un avenant au marché de maîtrise d'œuvre.

2. Modification du programme ou des prestations après la remise des études d'Avant-Projet Définitif - APD

Dans cette hypothèse, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre négocieront et arrêteront par avenant au marché de maîtrise d'œuvre les répercussions de ces modifications du programme ou de prestations sur le forfait de rémunération du maître d'œuvre, sur l'estimation prévisionnelle définitive du maître d'œuvre ainsi que sur le délai contractuel du marché.

Dans le cas où des variantes dans les marchés de travaux, acceptées par le maître d'ouvrage, remettent en cause la conception de la maîtrise d'œuvre, la reprise des études donnera lieu à discussion pour une éventuelle rémunération supplémentaire.

14. VARIATION DES PRIX

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 fixé à l'acte d'engagement.

L'index de référence est l'index Ingénierie –ING (base 2010) consultable sur la base de données INSEE (<http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/bsweb/>)

La révision suit la périodicité des acomptes. Il n'est pas prévu de révision provisoire.

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision, donnée par la formule :

$$C = I_m / I_o$$

Dans laquelle I_m et I_0 sont les valeurs prises par l'index Ingénierie, I , respectivement au mois m_0 (indice paru au journal officiel et connu à la date limite de réception des offres) et au mois m (indice paru au journal officiel et connu à la date de facturation de l'acompte).

15. TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

16. ENGAGEMENT DU MAÎTRE D'ŒUVRE SUR LE COUT DE L'OPERATION – MESURES CONSERVATOIRES

16.1 Engagements du maître d'œuvre avant la notification des marchés de travaux

- Coût prévisionnel des travaux

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel des travaux sur la base de l'exécution des études d'Avant-Projet Définitif.

Si le coût prévisionnel proposé par le maître d'œuvre est inférieur ou égal à l'enveloppe financière affectée aux travaux, la notification de la décision de réception par le maître de l'ouvrage des études d'Avant-Projet Définitif vaut transformation de l'enveloppe financière affectée aux travaux en coût prévisionnel.

Si le coût prévisionnel proposé par le maître d'œuvre est supérieur à l'enveloppe financière affectée aux travaux, le maître de l'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

Un avenant fixe le coût prévisionnel définitif et le forfait de rémunération définitif du titulaire dans les conditions fixées à l'article 5.3 de l'acte d'engagement.

- Conditions économiques d'établissement

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m_0 (m_0 Etudes) fixé par l'acte d'engagement.

- Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5%.

- Seuil de tolérance

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

- Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation (coût de référence des travaux).

Ce coût est obtenu en multipliant le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus économiquement avantageuses par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT

01 (catégorie bâtiment) pris respectivement au mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre et au mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

La détermination du coût de référence est assurée par une approche globale du projet sans distinction par nature d'ouvrage ou par bâtiment.

Si le coût de référence dépasse le seuil de tolérance défini ci-dessus, le maître d'ouvrage peut prendre la décision de :

- Accepter un coût supérieur qui influencera les honoraires du maître d'œuvre,
- Déclarer l'appel d'offres infructueux,
- Demander la reprise partielle des études qui, par des adaptations du projet compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme, permettrait de réduire le coût.

Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial, ou programme modifié par le maître d'ouvrage, et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire (Article R2432-3 du code de la commande publique), pour aboutir, soit à une nouvelle base de négociation avec les entreprises, soit au lancement de nouvelles procédures de consultation avec l'établissement d'un nouveau dossier de consultation des entreprises.

L'objectif est d'obtenir un coût respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans le sens défini par le maître d'ouvrage dans un **délai maximal de 2 semaines** suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître de l'ouvrage, dans un délai maximal de 2 semaines à compter de l'acceptation, le maître d'œuvre doit établir, ou adapter, les pièces constitutives du dossier de consultation des entreprises nécessaires au maître d'ouvrage soit pour lancer toute procédure de consultation nécessaire, soit engager une négociation.

Dans tous les cas, aucune pénalité financière ne peut être appliquée à ce stade.

16.2 Engagements du maître d'œuvre après la notification des marchés de travaux

- **Le coût de réalisation des travaux**

C'est le coût qui résulte des marchés de travaux passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Une décision du maître d'ouvrage fixant le montant du coût de réalisation des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter est notifiée.

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans les documents ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

- **Conditions économiques d'établissement**

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 des marchés de travaux correspondant au mois de remise des offres ayant permis la passation des contrats de travaux.

- **Tolérance sur le coût de réalisation des travaux**

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5%.

- **Seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux**

Seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux x (1 + taux de tolérance).

16.3 Engagement du maître d'œuvre par la comparaison des coûts de travaux après achèvement des ouvrages : comparaison entre réalité et tolérance

Le **coût constaté** déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base MO travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés, avenants, ordres de service, décisions intervenues pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix.

Le **coût de référence** est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

Conséquences du non-respect de l'engagement

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par le taux défini ci-après.

Ce taux est égal au taux de rémunération t fixé à l'acte d'engagement multiplié par 2.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15% du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

16.4 Mesures conservatoires

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs) dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 16.2, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître d'ouvrage (par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission VISA, DET et AOR).

17. ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le présent marché étant décomposé en élément de mission, le CNRS peut décider, au terme de chacune de ces missions, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations selon les modalités suivantes :

- seul le CNRS peut décider, de sa propre initiative, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations contractuelles. Cette décision peut être prise au terme de chacun des éléments de mission,
- le CNRS notifie alors sa décision de motivation au titulaire et précise : soit une résiliation du marché, soit une suspension du marché et sa reprise ultérieure marquée par la notification d'un ordre de service du CNRS.

18. PENALITES DE RETARD

Le présent article déroge à l'article 16 du CCAG MOe.

Dans le cas de cotraitants pour lesquels le paiement est séparé, les pénalités sont réparties entre les cotraitants conformément aux indications présentées par le mandataire. Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du CNRS à l'égard des cotraitants.

18.1. Pénalités en cas de retard dans la présentation des documents d'études

En cas de retard imputable au maître d'œuvre dans la présentation des documents, dont les délais sont fixés à l'acte d'engagement ou sur décision du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre encourt des pénalités.

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOe, la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité pour retard est, dans tous les cas, égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de l'élément de mission.

Ce montant, par jour calendaire de retard, est fixé à 250€ par jour.

Les pénalités sont libératoires et plafonnées à 15% du montant du marché.

18.2. Pénalités en cas de retard dans la gestion financière des marchés de travaux

Si les délais ne sont pas respectés, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant, par jour de retard, est fixé à 150€ par jour de retard.

De plus si le retard du maître d'œuvre entraîne le versement d'intérêts moratoires aux entreprises, le montant des pénalités qu'il encourt est égal au montant des intérêts moratoires qui lui sont imputables, dans la limite du taux légal majoré de huit points.

18.3. Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation

Passé le délai fixé à l'article 10.2.5 du présent document, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de 1000 euros.

18.4 Pénalités en cas de non-respect des dispositions du code du travail sur le travail dissimulé

En cas de non-respect par le maître d'œuvre, des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il encourt des pénalités dont le montant ne peut dépasser 10 % du montant du marché et ne peut excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 dudit code.

Le montant de la pénalité est fixé à 15 % du montant HT du marché.

19. RÈGLEMENT DES COMPTES DU MAÎTRE D'OEUVRE

19.1. Les Avances

En application des dispositions des articles R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique, sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire du marché dans les conditions suivantes : le montant de l'avance est égal à 5 % (10% pour les PME) d'une somme égale à douze fois le montant initial, toutes taxes comprises, du marché divisé par cette durée exprimée en mois.

L'Option B mentionnée à l'article B.11.1. du CCAG/MOE est l'option retenue par le CNRS dans le cadre de ce marché, comme suit :

« Lorsqu'en application du code de la commande publique, le maître d'œuvre ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond aux taux minimums prévus à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique pour les marchés ou à l'article R. 2391-4 pour les marchés de défense ou de sécurité, ou à un taux supérieur prévu par les documents particuliers du marché.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique. ».

Le versement de l'avance ne donne pas lieu à émission d'une facture.

Le montant de l'avance n'est ni révisé, ni actualisé et ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le mandatement de l'avance intervient sans formalité dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché.

L'avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant initial TTC du marché. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre d'acomptes ou de solde.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance, conformément à l'article R.2193-21 du code de la commande publique.

Conformément aux articles R.2193-17 à R2193-21 du code de la commande publique, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct, lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés est au moins égal à 50 000 € HT et ont une durée d'exécution supérieure à deux mois.

La demande de versement de l'avance du sous-traitant agréé est présentée par celui-ci au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant le montant des prestations que le sous-traitant doit exécuter au cours des douze mois suivant la date de commencement de leur exécution.

Les modalités de détermination du montant de l'avance, de son versement et de son remboursement sont identiques à celles applicables au titulaire.

19.2. Les Acomptes

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement établie par le maître d'œuvre à laquelle il joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La demande de paiement est datée et mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 21.3 du CCAG-MOe, en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par le co-traitant.
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes présentés et réglés suivant l'échéancier suivant :

Eléments de mission	Exigibilité de l'acompte
Esquisse (ESQ)	80% à la remise du dossier complet 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
Etudes d'avant-projet sommaire (APS)	80% à la remise du dossier complet 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
Etudes d'avant-projet définitif (APD)	80% à la remise du dossier complet 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
Etudes de projet (PRO)	80% à la remise du dossier complet 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT)	40% à la remise des DCE 40% à la remise du rapport d'analyse des offres finales 20% après notification de l'ensemble des marchés de travaux par nature d'ouvrage.
Visa des études d'exécution et de synthèse (VISA)	Au prorata-temporis de l'avancement de la mission avec facturation mensuelle
Direction de l'exécution des travaux (DET)	- 80% avec facturation mensuelle DET/n (n=le nombre de mois de chantier) - 20 % à la remise du dernier projet de décompte final et des rapports d'analyse des réclamations éventuelles des entreprises ou toute forme de désaccord persistant

Assistance aux opérations de réception (AOR)	<ul style="list-style-type: none"> - 40 % à l'issue des opérations préalables à la réception à la date d'accusé de réception par le maître d'ouvrage du procès-verbal des opérations de réception et remise du registre de chantier - 20 % à la remise du dossier des ouvrages exécutés - 20 % à l'achèvement des levées des réserves - 20 % à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages y compris son éventuelle prolongation
Mission Système de Sécurité Incendie : SSI	Au prorata-temporis de l'avancement de la mission avec facturation après validation de chaque élément de mission

19.2.1 Facturation électronique

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°18008901303720) ;
- Le code service de l'entité CNRS facturée MOY1200_OI ;
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (exemple : 2091L012345 ou numéro du marché figurant sur le courrier de notification).

19.3. Le solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues au présent CCAP, le maître d'œuvre adresse au maître d'ouvrage une demande de paiement finale sous la forme d'un décompte final conformément à l'article 11.7 du code de la commande publique.

19.3.1. Projet de décompte général - Etat du solde

Le maître d'ouvrage établit le projet de décompte général dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception du décompte final du maître d'œuvre.

Ce projet de décompte général comprend :

- 1) Le forfait de rémunération figurant dans la demande de paiement du solde établie par le maître d'œuvre
- 2) La pénalité en cas de dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage
- 3) Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre en application du présent marché
- 4) La rémunération en prix de base, hors TVA due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission, cette rémunération étant égale au poste 1) diminué des postes 2) et 3) ci-dessus
- 5) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître d'ouvrage
- 6) Le montant, en prix de base hors TVA du solde ; ce montant étant la différence des postes 1 et 2 à 5 ci-dessus
- 7) L'incidence de la TVA
- 8) L'incidence de la variation des prix appliquée sur le montant du solde
- 9) Le montant des intérêts moratoires éventuellement versés.

19.3.2. Décompte général définitif

Par dérogation à l'article 11.8.2 du CCAG-Moe, le représentant du maître d'ouvrage notifie le décompte général au maître d'œuvre dans un délai de 40 jours après la date de remise au maître d'ouvrage de la demande de paiement du solde par le maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 11.8.5 du code de la commande publique, en cas de non-respect des délais de notification mentionnés ci-dessus, le maître d'œuvre notifie au maître d'ouvrage un projet de décompte général signé qui a 20 jours, à compter de sa réception, pour notifier son décompte général au maître d'œuvre.

Si dans ce délai de 20 jours, le maître d'ouvrage n'a pas notifié au maître d'œuvre le décompte général, le projet de décompte général transmis par le maître d'œuvre devient le décompte général et définitif.

19.3.3. Acceptation du décompte général par le maître d'œuvre

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de 30 jours à compter de la notification du décompte général pour soit l'accepter, avec ou sans réserve(s), en y apposant sa signature, soit pour faire connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si le maître d'œuvre ne renvoie pas le décompte général signé dans le délai de 30 jours ou s'il n'a pas motivé son refus ou exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations, ce décompte général est réputé accepté par le maître d'œuvre et devient le décompte général et définitif.

19.3.4. Décompte général et définitif

A compter de la date d'acceptation, sans réserve, du décompte général par le maître d'œuvre, ce document devient le décompte général et définitif, et ouvre droit à paiement du solde.

Ce décompte lie définitivement les parties sauf en ce qui concerne le montant des intérêts moratoires afférents au solde.

19.3.5. Contestation sur le montant des sommes dues

En cas de contestation, le maître d'ouvrage règle, dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par le maître d'œuvre ou de la date de réception des motifs pour lesquels le maître d'œuvre refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final.

Ce désaccord est réglé dans les conditions fixées à l'article 35 du CCAG-MOe.

Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courants à compter de la date de la demande présentée par le maître d'œuvre.

19.4. Délai de paiement

Le délai de paiement des sommes dues au titre du présent accord cadre est de 30 jours, conformément aux dispositions de l'article R2192-10 du code de la commande publique.

En application des dispositions de l'article R2192-12, le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur ou, si le marché le prévoit, par le maître d'œuvre ou toute autre personne habilitée à cet effet.

Le titulaire a droit à des intérêts moratoires pour retard de paiement d'une somme due au titre de l'accord cadre, sous réserve que le règlement ne soit pas différé du fait d'une défaillance constatée dans la prestation.

Le taux des intérêts moratoires est celui de « la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majorés de huit points ».

Un forfait de 40 euros sera automatiquement appliqué au titre d'indemnité pour frais de recouvrement, lors de l'application d'intérêts moratoires en application de l'article D2192-35 du Code de la commande Publique.

20. ASSURANCES

En application de l'article 9 du CCAG-MOe, du code civil et du code des assurances, le titulaire, en la personne de chacune de ses composantes, y compris les sous-traitants éventuels, doit contracter les polices d'assurances nécessaires couvrant :

1. sa responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers y compris le maître d'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non du fait de la réalisation des prestations, qu'elles soient en cours de réalisation ou terminées. En cas de travaux sur existants, ces garanties sont étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage,
2. sa responsabilité civile décennale découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil, le garantissant pour la mission confiée sur l'opération.

La police souscrite comporte au minimum les garanties de :

- Responsabilité civile décennale au sens des articles 1792, 1792-2 et 1792-4-1 du code civil y compris au profit des « existants totalement incorporés et techniquement indivisibles »
- Dommages immatériels consécutifs à des sinistres découlant de l'application des responsabilités et garanties visées ci-dessus s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

21. RÉSILIATION

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues aux articles 27 à 34 du CCAG-MOe avec les précisions suivantes :

21.1. Résiliation sur décision du maître d'ouvrage

Si le maître d'ouvrage décide la cessation définitive de la mission du maître d'œuvre sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision doit être notifiée conformément à l'article 27 du CCAG-MOe et la fraction de la mission déjà accomplie est rémunérée.

21.2. Résiliation pour événements liés au marché

En cas de résiliation du marché pour difficultés d'exécution, dans les conditions prévues par l'article 29.1 du CCAG-MOe, le maître d'œuvre a droit au remboursement des frais et investissements éventuellement engagés par le marché et strictement nécessaires à son exécution.

En cas de résiliation dû à un ordre de service tardif, dans les conditions prévues par l'article 29.2 du CCAG-MOe, le maître d'œuvre est indemnisé des frais et investissements éventuellement engagés pour le marché, et strictement nécessaires à son exécution.

En cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 17 du CCAP, la résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité.

22. TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Tribunal administratif de Marseille – 31 rue Jean-François Leca – 13002 Marseille

E-mail : greffe.ta-marseille@juradm.fr

Adresse internet : [http://http\(s\)://ta-marseille.juradm.fr](http://http(s)://ta-marseille.juradm.fr)

Tél. (+33) 4 91 13 48 13 - Fax (+33) 4 91 81 13 87

23. DÉROGATIONS AU CCAG A REVOIR EN VERSION FINALE

Articles du CCAP dérogeant au CCAG-MOe	Article du CCAG-MOe objet de la dérogation
2	4.1
3	15.3
4	4.2
10.1.2	21.2
10.1.2	21.3
10.2.4	3.8.3 - 2 ^{ème} alinéa
18	16
18.1	16.2.3
19.3.2	11.8.2
19.3.2	11.8.5